



CLASSIQUES  
GARNIER

ZIMNOVITCH (Henri), « Recensions d'ouvrages », *Entreprise & Société*, n° 6, 2019 – 2, p. 163-171

DOI : [10.15122/isbn.978-2-406-10785-9.p.0163](https://doi.org/10.15122/isbn.978-2-406-10785-9.p.0163)

*La diffusion ou la divulgation de ce document et de son contenu via Internet ou tout autre moyen de communication ne sont pas autorisées hormis dans un cadre privé.*

© 2020. Classiques Garnier, Paris.  
Reproduction et traduction, même partielles, interdites.  
Tous droits réservés pour tous les pays.

Patrick BOISSELIER, *Les ravages de l'idéologie dominante. La société française menacée*, Préface d'Alain Bauer (2019), Versailles, VA éditions, 196 p.

Henri ZIMNOVITCH  
Professeur au CNAM – LIRSRA

Après *Capital et idéologie* de l'économiste Thomas Piketty, c'est un professeur de gestion qui parle de l'idéologie pour réfléchir aux problèmes de notre société. Si, pour le premier, les angles d'attaque sont les inégalités et les droits de propriété, pour le second, les menaces sont : dérèglement climatique, épuisement des ressources naturelles, démographie exponentielle, mouvements identitaires et/ou radicaux. Ce qui, pour Boisselier, pose la question de savoir quelle idéologie pourrait porter les sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle « pour contrer des mouvements purement réactionnaires, des idéologies destructrices de ressources tel le néo-libéralisme ou régressives tels l'Islam extrémiste ou le créationnisme » (p. 31).

Une des différences entre les deux ouvrages tient au fait que, chez Piketty, on a une démarche scientifique, appuyée par un outil statistique, prédominante, sans que la dimension politique ne soit absente, chez Boisselier, cette dernière est hégémonique. On a affaire à un livre de conviction, on serait tenté de dire une profession de foi tant le discours est orienté sur la question religieuse pour dénoncer en des termes militants les dogmes monothéistes et particulièrement ceux défendus par l'Islam du fait de l'importance contemporaine de sa dimension intégriste. L'auteur nous livre avec la même force son credo sur d'autres thèmes : l'art, le transhumanisme...

Au total, l'avenir paraît bien sombre, dans la veine des diagnostics déclinistes. Dans son dernier chapitre, « pour une idéologie du réel », l'auteur esquisse des solutions qui lui semblent à même d'infléchir la courbe. La dénatalité lui paraît une voie, il est vrai que les citations de Malthus reprises par Boisselier, pour une situation rencontrée par l'humanité il y a deux siècles, ont une actualité bien réelle. On sait aussi ce que disait Marx de Malthus : « il n'y a qu'un seul homme de trop sur terre, et c'est Malthus ! ». Il existe sans doute un juste milieu entre

les deux grands penseurs ? On ne peut, en revanche, qu'être d'accord avec ses appels à la sobriété pour s'opposer à la recherche effrénée de bonheur par la consommation proposée par l'idéologie néo-libérale ou encore ses appels à la laïcité et à l'égalité.

Mais comment faire advenir cette réalité dans un contexte où la France ne peut compter qu'au travers d'une Union européenne, et bien peu quand on sait les divisions qui existent entre les nations qui la composent alors que les États-Unis et la Chine constituent des forces puissantes d'opposition pour ne rien dire de la Russie et du Brésil ? Boisselier souhaite une nouvelle gouvernance politique, plus proche des aspirations de la population, moins tenue par une élite technocratique. Vaste débat.

On regrette qu'il ne consacre pas une réflexion sur la gouvernance des entreprises, d'autant qu'il est expert-comptable. C'est lorsqu'il traite des questions directement reliées à sa compétence, comme la finance, qu'il est le plus convaincant. Il tient également un discours pertinent sur les institutions d'enseignement de la gestion avec cette particularité française d'une segmentation université et grandes écoles. Enfin, il consacre un chapitre sur la comparaison des épistémologies entre sciences dures et sciences sociales, inspirées de ses enseignements sur la méthode de recherche en gestion, qui ouvre sur un débat qu'il serait profitable d'approfondir, notamment pour éviter toute dérive scientiste ou scolastique.

Le texte est clair, structuré et enrichi de références multiples, on saluera notamment le recours à des penseurs contemporains originaux (G. Bronner, F. De Smet...) qui ouvrent des horizons intéressants. Pour recommander la lecture du livre de Boisselier, on ne peut mieux faire que citer son préfacier, Alain Bauer : « un ouvrage pour nourrir la réflexion à lire sans modération ».

\*  
\* \*

Thomas PIKETTY, *Capital et idéologie* (2019), Paris, Seuil, 1232 p.

Henri ZIMNOVITCH  
Professeur au CNAM – LIRSRA

On retrouve dans *Capital et idéologie* plusieurs des thèmes abordés dans *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, succès mondial, que Piketty avait publié en 2013, et d'abord une réflexion sur les inégalités. La méthode est également commune : un outillage statistique, une profondeur historique, une vision transnationale, la mobilisation de références littéraires et cinématographiques. Des solutions qui font appel à la fiscalité, à la coopération internationale. Un regard épistémologique sur les sciences économiques et leur place dans les sciences sociales.

L'un des apports de ce nouvel *opus* est de considérer les thèmes précédemment étudiés en regard des idéologies (dans leurs dimensions sociales, économiques et politiques) qui justifient les inégalités et structurent l'organisation des sociétés dans ses fonctions régaliennes et ses droits de propriété, car « chaque régime inégalitaire repose au fond sur une théorie de la justice » (p. 837). Pour l'auteur, « toutes les sociétés humaines ont besoin de justifier leurs inégalités [...] afin d'organiser les rapports entre les groupes sociaux et les relations de propriété et de frontière » (p. 1111). Il insiste dans son livre sur ces dernières relations car « chaque régime inégalitaire, chaque idéologie inégalitaire, repose sur une théorie de la frontière et une théorie de propriété » (p. 17). La frontière permet de distinguer qui fait partie d'une communauté et comment celle-ci se gouverne : c'est dans une large mesure la question du régime politique ; la propriété, elle, détermine ce qui peut être possédé : hommes, actifs corporels, incorporels et financiers. « Cette question du régime de propriété, avec celles du régime éducatif et du régime fiscal, a un impact structurant sur les inégalités » (p. 18). Or, pour l'auteur, « l'inégalité sociale n'a jamais rien de naturel ; elle est toujours profondément idéologique et politique » (p. 484).

Plusieurs recherches ont mis en évidence un sévère creusement des inégalités ces quarante dernières années et les menaces qui en découlent sur le plan politique et écologique. Pour y répondre, Piketty considère « [qu']il est essentiel de décrire la généalogie historique afin de mieux pouvoir analyser les enjeux du présent » (p. 391). Cela le conduit à une étude portant sur les cinq cents dernières années, plus précisément sur le XIX<sup>e</sup> et le XX<sup>e</sup> siècle, compte tenu de la disponibilité de sources statistiques. Ce faisant, l'auteur prend soin de se démarquer de tout projet déterministe univoque car, écrit-il, « le rôle de la recherche historique est précisément d'illustrer l'existence d'alternatives et de bifurcations, en fonction des rapports de force politico-idéologiques entre les différents groupes en présence » (p. 450). Une histoire qui couvre l'Europe, l'Amérique, l'Asie et l'Afrique car il faut « relativiser l'importance des déterminismes culturels et civilisationnels, et insister sur l'importance des logiques sociopolitiques et événementielles dans la transformation des régimes inégalitaires » (p. 430). Les dix-sept chapitres dont le livre est composé se répartissent en quatre parties : « Les régimes inégalitaires dans l'histoire », « Les sociétés esclavagistes et coloniales », « La grande transformation du XX<sup>e</sup> siècle », « Repenser les dimensions du conflit politique ».

La première partie débute avec l'analyse des inégalités trifonctionnelles en France au Moyen Âge quand la noblesse et le clergé possédaient l'essentiel des terres, bénéficiaient largement du système fiscal et cumulaient propriété et pouvoirs régaliens. Un régime inégalitaire aux dépens du Tiers État qui trouvait sa justification dans la stabilité sociale et par la religion : « idéologie politique explicite » (p. 155). Une situation dont Piketty retrouve les principaux traits sur cette période en Espagne, au Royaume-Uni, en Irlande et en Suède. Dans le cas de la France, la Révolution de 1789 va jouer un rôle spécifique pour « l'invention des sociétés de propriétaires » même si ailleurs également « l'idéologie trifonctionnelle a progressivement été remplacée par l'idéologie propriétaire, fondée sur une séparation stricte entre le droit de propriété (réputé ouvert à tous) et les pouvoirs régaliens (désormais monopole de l'État centralisé) » (p. 483). Cette société qui sacralise la propriété, prétend donner à chacun les mêmes chances et justifier les inégalités par le mérite personnel, l'esprit d'entreprise quand il est favorable à l'intérêt général, va perdurer en Europe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle

et jusqu'au début du suivant. Une période qui correspond à une très forte dérive inégalitaire. Pourtant, la question d'une répartition plus juste des richesses, notamment en usant d'un mécanisme fiscal pour parvenir à une redistribution fut posée. Mais la crainte qu'en entamant ce débat, on ne débouche sur le chaos fit reculer toute mise en œuvre, telle la boîte de Pandore qu'il vaut mieux ne jamais ouvrir de peur de ne savoir comment la refermer.

Cet argument « pandorien » (p. 422) ne fut pas propre à la France de cette époque, comme l'observe Piketty, il se retrouve chaque fois que la propriété est mise en cause. Ainsi, quand il étudie, dans un chapitre de la deuxième partie, l'inégalité extrême des sociétés esclavagistes, c'est la justification qui apparut pour indemniser les propriétaires d'esclaves en France, en 1848, mais aussi au Royaume-Uni, aux États-Unis ou au Brésil. Alors qu'aucune mesure de compensation ne fut envisagée pour les esclaves, si l'on excepte la promesse faite par les Nordistes, lors de la guerre de sécession, de leur accorder à chacun, après la victoire, « une mule et 40 acres de terres » (p. 283), promesse qui ne fut pas tenue ! Cette deuxième partie étudie également l'impact du colonialisme européen sur le reste du monde : Afrique, Chine, Japon, Iran, pays arabes, Inde. Autant de situations qui permettent à Piketty de comprendre les invariants des régimes inégalitaires mais aussi « la multiplicité des trajectoires et bifurcations possibles » (p. 378). Le cas de l'Inde avec ses castes fait l'objet du chapitre huit, il offre un exemple particulièrement édifiant, notamment dans la manière par laquelle la République indienne s'attaqua aux inégalités statutaires, après l'indépendance de 1947, en menant une politique de discrimination positive, de quotas. Ce n'est pas par souci d'exotisme que Piketty prend la peine d'entreprendre cette réflexion sur l'Inde mais parce qu'il a la conviction que « c'est en prenant pleinement la mesure des succès et des limites de l'expérience indienne qu'il sera possible d'aller plus loin dans le dépassement des inégalités sociales et statutaires anciennes » (p. 426). Une remarque qu'il étend au reste du monde.

Bien que la troisième partie occupe le nombre de pages le plus important, presque autant que les deux premières réunies, il est possible de passer rapidement sur certains des épisodes qui la composent car ils embrassent des événements largement connus : ceux qui vont de la fin de la Première Guerre jusqu'à nos jours. Piketty met l'accent sur

l'effondrement des inégalités et de la propriété privée en Europe suite, d'une part, aux guerres mondiales, à la révolution soviétique et la crise des années 30 et, d'autre part, à l'instauration d'une fiscalité progressive sur les revenus et le patrimoine accompagnée d'une politique sociale dans plusieurs pays européens et aux États-Unis avec le New Deal. Il convient de revenir sur le cas de la Suède, dont l'exemplarité en matière de social-démocratie, souvent citée, est généralement rapportée à la culture nordique. Or il n'en est rien. Encore au début du <sup>xx</sup>e siècle, le pays présentait des inégalités criantes et une démocratie « hypercensitaire » : le nombre de bulletins de vote possédés par chaque électeur était indexé sur sa fortune : un même individu pouvait cumuler jusqu'à 100 voix ! L'auteur en tire la leçon que rien n'est figé dans l'histoire d'un pays, une situation peut changer très rapidement. Sur la période qui court jusqu'aux années 1960, et pour l'ensemble des pays occidentaux, Piketty relève un second enseignement porteur d'espérance : une forte croissance économique accompagnée de hauts taux d'imposition. Des faits en contradiction avec les idées néolibérales qui dominent depuis les années 1980, jusques et y compris dans les sociétés postcommunistes, selon lesquelles il faudrait baisser la fiscalité pour libérer les énergies et favoriser le progrès. Ce qui a conduit à l'idée selon laquelle « l'ambition redistributive n'était au fond pas nécessaire, et que l'autorégulation des marchés et leur extension maximale à l'échelle européenne et mondiale suffisaient à définir un nouvel horizon politique » (1003), avec pour conséquence un creusement des inégalités en matière de patrimoine, de revenus et d'éducation.

Ce dernier point fait l'objet d'une réflexion dans la quatrième partie pour « repenser les dimensions du conflit politique ». Pour comprendre les changements d'habitudes électorales survenus depuis les années 1950, une donnée essentielle est l'augmentation des diplômés de l'enseignement supérieur dans le monde, qui ne concernait jusque-là que les États-Unis. Or le vote de cette population s'est porté, depuis les années 1980, sur la gauche, attirée par les positions de celle-ci sur les questions de santé, d'éducation, de culture... Ce qui a conduit les partis sociaux-démocrates à s'éloigner des questions « classistes » traditionnelles de redistribution des richesses. À droite, sur cette période, le courant libéral a accompagné le mouvement de mondialisation générale. Piketty distingue ainsi : « la "gauche brahmane" [qui] croit dans l'effort et le mérite scolaire ;

[et] la “droite marchande” qui insiste sur l’effort et le mérite dans les affaires » (p. 896). La conséquence de cette segmentation fut l’apparition de mouvements politiques mettant l’accent sur le thème de la frontière, du « nativisme », discours capables d’attirer les classes populaires qui ont le sentiment d’être les perdants de la globalisation. Combattre ce « populisme », pour l’auteur, c’est engager une réflexion pour renouveler « les institutions sociales, fiscales et politiques susceptibles de contribuer à la mise en place d’une société plus juste » (p. 1109). Ce à quoi il consacre la suite de son ouvrage. L’auteur avait fait précédemment le constat que « la construction européenne s’est surtout illustrée par sa défense des principes de la concurrence “libre et non faussée”, et a été généralement perçue comme une force hostile ou indifférente au développement de l’État social » (p. 642). Il avait dressé les contours de ce que pourrait être un « social-fédéralisme en Europe » doté d’une souveraineté parlementaire européenne avec un budget conséquent et un impôt commun progressif (p. 1026-1040) capable de résorber les dettes publiques (1046-1050). Dans le dernier chapitre : « Éléments pour un socialisme participatif au XXI<sup>e</sup> siècle », il reprend les axes de réformes nécessaires sur le plan démocratique et fiscal, cette fois à l’échelle mondiale qu’on ne détaillera pas ; nous n’évoquerons que celles qui concernent plus particulièrement la revue *Entreprise & Société*, notamment dans ses travaux sur la cogestion. S’interrogeant sur les conditions d’une propriété juste, Piketty considère que « cela exige de développer de nouvelles formes de propriété sociale, de partage des droits de vote et de participation à la prise de décision dans les entreprises. Cela demande également de remplacer la notion de propriété privée permanente par celle de propriété temporaire, au travers d’un impôt fortement progressif sur les propriétés importantes permettant de financer une dotation universelle en capital et d’organiser une circulation permanente des biens et de la fortune » (p. 1112).

Ce n’est pas un livre qu’a fait Piketty, c’est une encyclopédie : de la baisse du pourcentage du clergé et de la noblesse dans la population masculine depuis 1380, jusqu’aux revendications d’indépendance de la Catalogne ou à l’analyse des sommets d’inégalités atteints au Moyen-Orient de nos jours. L’ouvrage foisonne de récits, tous intéressants. Sont-ils tous nécessaires pour soutenir les thèses défendues par l’auteur ? Celles-ci sont servies par un appareillage statistique impressionnant et sont illustrées par des graphiques très éclairants. Sont-ils toujours convaincants ?

L'auteur prend soin en introduction d'en rappeler les limites (p. 23). Dès lors, on aimerait qu'il se montre davantage prudent dans les conclusions qu'il en tire parfois. Considérer qu'il n'y a pas incompatibilité entre une fiscalité appuyée et une forte croissance économique sur la base des statistiques enregistrées entre la fin de la Seconde Guerre et le début des années 1970 pour les États-Unis, peut être contesté. Tant d'autres facteurs ont pu influencer la croissance sur cette période, à commencer par les cycles de Kondratieff. D'autres exemples nous font penser que, chez Piketty, le « politique » prend parfois le pas sur le « savant ».

Avec raison, il nous dit que « seul le croisement des approches économiques, historiques, sociologiques, culturelles et politiques peut permettre de faire quelques progrès dans notre compréhension des phénomènes socio-économiques » (p. 1197). Il faut rendre grâce à l'auteur d'avoir donné l'exemple et considérer que c'est rendre hommage à ses qualités exceptionnelles de lui en demander davantage en mobilisant de surcroît la psychologie et la philosophie. Pour l'auteur, il ne fait pas de doute que, passé un certain seuil de fortune, l'incitation financière est superflue, voire nuisible (p. 831). Mais comment en être sûr ? Existe-t-il la moindre enquête sur les motivations des entrepreneurs sur ce sujet ? Sait-on « à quoi servent les riches<sup>1</sup> » ? Seul Ubu peut affirmer avec sérénité : « J'ai l'honneur de vous annoncer que pour enrichir le royaume je vais faire périr tous les Nobles et prendre leurs biens. » Sur le plan philosophique, les conceptions de Piketty en matière de justice mériteraient d'être approfondies. Il est fait allusion aux principes défendus par Rawls (p. 1114), mais apprendre que l'objectif de l'auteur est « de permettre aux membres les moins favorisés de bénéficier des conditions d'existence les plus élevées possibles » (p. 1113) est un peu court, peu de monde serait en désaccord. Quant à la thèse selon laquelle « les idées et les idéologies comptent dans l'histoire » (p. 1191), on voit mal qui y ferait objection. Certainement pas Marx auquel il n'est jamais fait explicitement référence dans le livre. Bien sûr on comprend que Piketty prend ses distances avec le matérialisme dialectique, mais on regrette qu'il ne renforce ses propos par un appareil conceptuel qui donnerait davantage de force à ses propositions, dont il perçoit lui-même ce qu'elles peuvent avoir d'idylliques. On pourrait dire utopiques et l'on sait tout le mal que pensait l'auteur du *Capital* d'un socialisme qui s'en réclamait.

---

1 Titre d'un dossier du *Monde* daté 29 octobre 2019 qui laisse la question ouverte.

Reste un travail de titan, d'une qualité exceptionnelle, qui ne s'attaque à rien moins qu'aux risques de destruction planétaire auxquels nous faisons face. Si l'on ajoute à cela la notoriété mondiale atteinte par l'auteur, on tient là un ouvrage majeur capable d'influencer profondément ce XXI<sup>e</sup> siècle.